

BLOCAGE DE L'APC DE OULED HEDDADJ À BOUMERDÈS

Le dénouement pour bientôt

Depuis les élections du 29 novembre dernier à ce jour, l'APC de Ouled Heddadj, à l'ouest de la wilaya de Boumerdès, n'a pas de majorité pour délibérer. Le FLN ayant une majorité relative avec trois sièges.

Et pour cause, l'apport des voix des deux élus du HMS ne suffit pas pour constituer une majorité. Six élus (deux RND, deux Islah, un FFS et un Nahda) se sont ligüés contre le président Chenachi Omar. Ils lui reprochent une mauvaise gestion durant son mandat antérieur.

M. Bida, qui a été réélu sur la liste du FFS, accompagné du coordinateur local du RND, également élu dans cette commune, nous a rendu visite pour nous remettre la lettre qu'il avait envoyée au procureur général près la cour de Boumerdès et qui a été le motif de l'ouverture d'une enquête judiciaire par le tribunal de Boudouaou.

Cette lettre, datée du 18 mars 2006, soulève des problèmes de gestion de la commune par le P/APC. Selon cette lettre, «le P/APC avait créé une annexe fictive pour payer 35 000 DA par mois l'un de ses colistiers et ce, pendant trois années. Il avait également distribué anarchiquement des chalets et offert généreuse-

ment et illégalement des habitations à des élus locaux». Ce sont les quelques points soulevés dans cette lettre.

M. Bida apporte en outre quelques précisions, notamment l'attribution d'un marché concernant les aménagements urbains qui seraient, selon lui, contraire à la réglementation. «J'ai demandé une enquête sur le marché d'aménagement urbain du chef-lieu communal où était visible une surfacturation des travaux, le P/APC a refusé.»

Le coordinateur du RND, Salhi Abderrahmane, affirme que leur président est désormais sous contrôle judiciaire. Ce qui le met théoriquement, d'après lui, sous la menace de l'exécution de l'article 32 du code communal qui donne au wali la latitude de suspendre un élu poursuivi par la justice, et ce dernier ne peut plus accomplir ses tâches électives.

Dans leurs déclarations, nos deux visiteurs n'ont pas hésité, par ailleurs, à citer des noms de hauts responsables de la wilaya

qui auraient, selon eux, bénéficié de certains privilèges comme, par exemple, des chalets au nom de leurs épouses ou de leur progéniture, des marchés de fournitures ou de réalisations... Pour nos interlocuteurs, l'administration doit intervenir pour mettre en pratique l'article en question et écarter leur adversaire de la présidence de l'Assemblée. Il y a lieu d'indiquer que le responsable du RND nous a montré un document notarial par lequel les deux élus Islah et Nahda ont rallié son parti. De son côté, le P/APC mis en cause n'est pas resté les bras croisés. Il nous a rendu visite à son tour pour apporter d'importantes précisions et répondre ainsi à ses pourfendeurs. «La justice a effectivement ouvert une enquête sur la gestion globale de la commune en remontant jusqu'en 2002. L'élu du FFS avait assumé la vice-présidence de 2002 à 2006. Personne n'a été pour l'heure inculpé de quoi que ce soit. Pour ma part, j'ai été entendu au même titre que les autres élus comme simple témoin», a-t-il dit, avant de préciser qu'il avait simplement assuré l'intérim à la tête de l'APC de 2004 pour se voir confirmer à la présidence de l'Assemblée en 2006.

Effectivement, le président élu en 2002 est tombé malade. A priori, l'argumentaire de M. Chenachi est plus crédible. Et pour cause, point par point, il répond aux accusations. Il fait mieux, puisqu'il retourne les critiques soulevées contre ses adversaires et dévoile, selon lui, leur jeu trouble.

À écouter ses dires, toutes les délibérations «le prouvent et prouveront l'implication de ceux qui, aujourd'hui, me dénigrent». Et d'ajouter, sûr de lui : «Des élus se démarquent de cette démarche. Ils veulent accomplir le mandat pour lequel ils ont été élus. Le dénouement est pour bientôt. Il y a, en effet, beaucoup de choses à accomplir pour la population de notre commune», dit-il. Il cite les programmes en attente de prise en charge, notamment la distribution de 400 logements, l'assainissement des sites des chalets, le projet de construction d'une bibliothèque, l'achèvement de la réfection des routes, le lancement de la construction du siège de l'APC et la création pour les citoyens d'un lotissement urbain pour lequel la commune a bénéficié d'un arrêté de distraction pour neuf hectares de terrain.

Abachi L.

COMITÉ DE WILAYA DES MARINS PÊCHEURS

Redorer le blason de la ville de Skikda

C'est en ces termes que le P/APC de Skikda a inauguré son allocation lors de la réception organisée par le comité de wilaya des marins pêcheurs, vendredi après-midi, à la salle des fêtes El Hachemi à Stora.

Tenant un langage cru et sans concession, le nouveau locataire de l'APC abordera le passif légué par ces confrères d'El Islah. «Nous avons hérité d'une situation difficile du fait du cumul de beaucoup de problèmes.» Et d'enchaîner confiant : «Rien ne nous fait peur, nous comptons sur Dieu et sur la bonne contribution des chers concitoyens pour arriver à bout de nos préoccupations.» Admettant la lourde responsabilité qui l'attend au tournant d'un mandat de cinq ans, l'interlocuteur dira : «La responsabilité est un feu brûlant. Elle devient fraîcheur lorsque on s'en acquitte honorablement, et c'est cela notre ambition.»

Une ambition essentiellement axée sur l'impérieuse nécessité de redorer le blason de Skikda. «Dans les années 1970, Skikda était un pur joyau», dira-t-il. Le maire a créé involontaire-

ment une nouvelle légitimité au profit de Skikda : la légitimité touristique, concept réemployé par la troisième fois depuis son installation. «Skikda est avant tout une ville touristique avant d'être industrielle, car elle dispose d'atouts malheureusement inexploités.»

Par contre, le cachet industriel de la ville est perçu par l'orateur plus comme un indicateur fiable de pollution atmosphérique que de bien-être citoyen. «Certes, la zone pétrochimique est un avantage, mais aussi un inconvénient à cause de la pollution générée par les activités pétrochimiques.» Comme remède, il est proposé «une indemnisation au profit des habitants de Skikda».

Ferhat Ghennai parlera aussi de l'un des thèmes «privilégiés» des Skikdis, à savoir les gorbis. «Justement, parmi nos priorités figure la prise en charge de ces cas pendents. Il faut noter que la prolifération est le résultat de l'implantation de la zone pétrochimique de Skikda.»

Concernant ses demeures archaïques qui infectent l'antique Russicada, les dernières intempéries ont provoqué la démolition de quelques-unes d'entre elles et de légères blessures aux habitants, ce qui est une tâche de plus

dans le plan d'action communal.

Au sujet de ce dernier, le nouveau maire informera l'assistance du découpage de la ville en huit délégations au lieu des quatre opérationnelles lors du précédent mandat. Il soulignera aussi leur dotation en moyens matériels et humains nécessaires à leur fonctionnement. «Dix employés par délégation nous paraît suffisant pour le bon déroulement des travaux de prise en charge du quotidien des habitants.» Vaguement, le P/APC de Skikda affirmera qu'une réorganisation administrative est en cours d'exécution et ce, en dépit de l'absence d'un état des lieux de la gestion passée.

A signaler que cette initiative, lancée par Bellout Hocine, président du comité suscité, a ciblé les présidents de l'APC et de l'APW. Ce dernier était absent pour des raisons personnelles.

Il y a lieu de souligner que la réussite de l'inextricable tâche d'achever de redonner à Skikda son lustre d'antan est tributaire de l'apport de beaucoup de forces vives de la société, pas seulement des efforts de la commune et de l'administration.

Zaïd Zohéïr

RECONSTRUCTION DE LA CITÉ «GENDARMERIE» DE TIZI-GHENIFF

Les travaux à l'arrêt faute de financement

La cité dite de gendarmerie qui jouxte la zone d'activité de la commune de Tizi-Gheniff, côté nord-ouest, fait l'objet d'une reconstruction depuis près de deux ans après l'évacuation et le recasement temporaire des 74 familles au niveau de l'ex-CAPS dans des conditions alarmantes.

Après les travaux de viabilisation, trois entreprises ont été engagées pour la réalisation des habitations dans les plus brefs délais, a-t-on signifié aux habitants déplacés. On a à peine posé les fondations que l'enveloppe financière allouée à ce projet a été épuisée et l'activité a cessé au niveau du site,

à en croire une source proche des promoteurs et des services concernés qui indique également que «le soutien de l'Etat s'est limité aux 50 millions de centimes, une aide octroyée à tout le monde. On parle de 25 millions supplémentaires mais rien n'est effectif jusqu'à preuve du contraire alors qu'on a pro-

mis aux citoyens une prise en charge totale de la construction de leurs demeures. La participation de ces derniers paraît indiscutable. Le wali se saisit de cette préoccupation et ses services arrêteront d'ici la fin de janvier la somme à imposer aux familles sachant que le coût de ce type de logements semi-finis varie de 160 à 200 millions de centimes.» Notre même source nous apprend que si les pré-bénéficiaires affichaient leur incapacité ou leur refus de contribuer, leur cas serait étudié dans le cadre du logement social. Une dizaine d'entre

eux a déjà donné son accord quant au paiement d'une quote-part en guise d'apport à la reconstruction de leurs maisons. On ignore enfin si le ministère de la Solidarité maintient son assistance annoncée il y a quelques mois dans la presse nationale. Cette situation risque de compromettre l'avancement de ce projet qui a beaucoup traîné.

Dans la même daïra, plusieurs autres cités-bidonvilles datant de l'ère coloniale attendent des solutions appropriées pour leur réhabilitation.

A. S. Wahmed

1^{re} JOURNÉE MÉDICO- CHIRURGICALE SUR LES AVP Sidi-Bel-Abbès classée première sur le territoire national

Dans la journée de mardi dernier, l'auditorium de l'ITMA de Sidi-Bel-Abbès a abrité la première journée médico-chirurgicale sur les AVP (accident de la voix publique) où des médecins des urgences, les trois corps (police, gendarmerie et Protection civile) ont intervenu. Des bilans relatifs aux accidents de la route ont été rendus publics.

La Protection civile a enregistré 241 interventions en 2007 où 360 blessés et 36 décès ont été déplorés contre 163 interventions en 2006 où 278 personnes ont été blessées et 30 décédées, d'où le constat suivant : l'année 2007 a été plus dramatique en matière d'accidents.

La police, quant à elle, a enregistré en 2007 131 accidents, 147 blessés et 13 décès, alors qu'en 2006, 281 accidents se sont produits faisant 294 blessés et 9 morts d'où le constat : régression des accidents de la route selon la police.

En 2007, la police a enregistré 810 infractions du code de la route, 2 129 permis de conduire ont été retirés, 270 dossiers sont devant la commission et 270 devant la justice.

En 2006, la police a procédé au retrait de 1 660 permis de conduire, 13 335 sont devant la commission et 2 995 devant la justice.

La Gendarmerie nationale de son côté a enregistré en 2007 408 accidents de la route et de voie ferrée qui ont causé la mort de 52 personnes et des blessures à des degrés différents à 623 autres alors qu'en 2006, 410 accidents se sont produits ayant entraîné la mort de 71 personnes, plus de 500 personnes s'en sont sorties avec des blessures.

Les causes relevées par la gendarmerie sont surtout humaines sur les grandes voies de circulation. 9 953 retraits de permis de conduire, un chiffre impressionnant qui classe Sidi-Bel-Abbès en première place au vu des retraits effectués par la gendarmerie, qui reste très présente sur les axes routiers de la wilaya, sur le territoire national.

Tous les accidents de la route ont des causes diverses, 229 au total, parmi lesquelles l'excès de vitesse, le non-respect des panneaux de signalisation, le dépassement et le non-respect de la distance de sécurité ont causé à l'Etat un préjudice économique de 100 milliards de centimes en 2005 contre 40 milliards de centimes en 2000.

A. M.